

*Femmes, éducation et transformations sociales* sous la direction de Laure Gaudreault, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1997, 343 p.

Marie-Josée Legault

Volume 17, numéro 1-2, 1998

Femmes, citoyenneté et représentation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040112ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040112ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legault, M.-J. (1998). Compte rendu de [*Femmes, éducation et transformations sociales* sous la direction de Laure Gaudreault, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1997, 343 p.] *Politique et Sociétés*, 17(1-2), 286–289.  
<https://doi.org/10.7202/040112ar>

***Femmes, éducation et transformations sociales***

sous la direction de Laure Gaudreault, Montréal, Éditions du Remue-ménage, 1997, 343 p.

L'ensemble de l'ouvrage collectif de Laure Gaudreault propose un ambitieux projet global d'éducation féministe et procède à le justifier, tout en traitant de la double transformation sociale que constituent la scolarisation plus poussée des femmes et leur présence accrue sur le marché du travail. En toile de fond, un contexte bien connu : les progrès des femmes en éducation sont spectaculaires quant au niveau de scolarité et au taux de réussite, à défaut de l'être sur le plan de la diversification des filières empruntées et de l'insertion dans les secteurs qui ne sont pas traditionnellement féminins. Néanmoins, ces progrès se reflètent à peine dans la position des femmes sur le marché du travail que déjà on assiste, dans les journaux, à un débat sur les conséquences néfastes qu'aurait l'enthousiasme scolaire des filles et des femmes. On s'inquiète de la situation des garçons, globalement moins performants ; on craint qu'ils ne soient victimes de l'impétuosité de leurs consœurs... Les auteures ont souhaité répliquer à cet élan morose et on s'en félicite.

Cette réaction d'inquiétude pour le sort des garçons m'apparaît en effet d'autant plus téméraire que la position des femmes sur le marché du travail ne porte pas encore la marque sensible de ce progrès, ni dans les salaires, ni dans les emplois qu'elles occupent. Comme le niveau de scolarité des femmes est bien plus élevé au bas de la pyramide d'âge, on souhaite bien en voir les fruits lorsque ces jeunes femmes seront nombreuses sur le marché du travail. Néanmoins, on les attend toujours. Les auteures ne l'ignorent pas et, en outre, savent bien nous rappeler que ce progrès scolaire des femmes a ses failles. Il faut savoir être exigeantes en cette matière ; ce n'est qu'un début... disions-nous en 1968.

L'objet de l'ouvrage est on ne peut plus contemporain, et sa contribution empirique est souvent captivante. Le point de vue théorique des auteures est moins nettement contemporain cependant. Il subit deux principales distorsions : l'une entre les deux courants qui le traversent et qui sont mal réconciliés, l'autre lorsqu'il est confronté aux résultats empiriques qui, sans le contredire, n'en appellent pas uniformément le concours et, surtout, ne requièrent pas toujours également le concours des deux courants principaux qui le traversent. Les auteures ont du mal à nous faire partager la conciliation qu'elles opèrent entre deux points de vue historiquement et idéologiquement divergents qu'elles adoptent. Le premier soutient que, dans le processus de socialisation, les enfants comme les adultes sont des acteurs et font des choix plutôt que de subir un pouvoir unidirectionnel qui les détermine. Cette perspective proche de l'*empowerment*, misant sur l'éducation comme facteur d'action et de pouvoir pour les personnes exploitées, est intéressante pour le féminisme ; l'espoir de l'avènement d'une société non sexiste par la magie du grand soir a en effet été abîmé par les quelques expériences vécues.

Mais, à plusieurs égards, on n'est justement souvent pas bien loin d'une approche marxiste assez traditionnelle. D'entrée de jeu, le premier chapitre, rédigé à quatre mains et en deux parties, nous propose un projet d'éducation féministe partagé par le collectif. À lui seul, il représente tout un programme. Le projet des auteures est bien plus vaste ; il avance que l'éducation, dans une perspective féministe, vise aussi, tant pour les garçons que pour les filles,

[...] le développement intégral des personnes, développement qui s'appuie sur la reconnaissance de leur interdépendance et de la place que doit y tenir la sollicitude ;

— ce développement étant, de plus, largement déterminé par les rapports sociaux, de classe et de sexe, dans lesquels évoluent les personnes, il appartient aussi à l'éducation de fournir à celles-ci les outils nécessaires à la modification de ces rapports (p. 32-33).

Le projet éducatif dont parlent les auteures vise à fournir des moyens de résistance qui, en dernière instance, se transforment « en un agir politique qui pourra effectivement changer les rapports sociaux de domination et d'exploitation » (p. 49).

Si l'éducation dont on parle ici est bien celle du système scolaire (et c'est ce que donnent à comprendre les propos tenus en page 34), je ne crois pas qu'on puisse de façon réaliste lui confier une mission de renversement des rapports sociaux, ni des rapports de sexe, sans avoir préalablement assisté au grand soir, ce qui ne semble pas au programme. Une question me semble en outre incontournable, celle de l'intention des parents de confier le « développement intégral » de leurs enfants au système scolaire. Les parents ne conservent-ils pas, de façon incontournable, leur propre projet de vie dont ils souhaiteront inspirer leurs enfants et qui demeurera, pour le meilleur et pour le pire, très variable selon leurs expériences ? Dans ce contexte, accepteront-ils celui de l'école – car c'est bien de cela qu'il s'agit étant donné qu'ils sont des acteurs importants de la vie de l'école – ou refuseront-ils « l'éducation de la sensibilité et des sentiments » (p. 41) de l'école de leurs enfants ?

Bien sûr, les auteures n'ignorent pas les soubresauts de l'histoire et proposent un projet éducatif alliant psychologique et social ; si « le personnel est politique », le politique est aussi, selon elles, personnel. La transformation des rapports privés dans les ménages est tout aussi importante que celle des « rapports sociaux de sexe », on ne peut le nier, autant qu'on ne peut nier que la transformation des rapports sociaux ne peut guérir tous les maux. Mais les auteures embrassent large en présumant que leur projet éducatif transformerait la façon de faire de la science en favorisant la prise en compte de la complexité, en faisant échec à la logique de la séparation et de l'abstraction et en augmentant la préoccupation éthique dans l'étude des finalités de la science. Pour dire vrai, depuis « L'école au service de la classe dominante », il y a longtemps que j'avais entendu un discours aussi englobant.

Les auteures proclament que leur projet « propose une remise en question [...] d'un savoir présenté comme neutre et universel, indépendant des

rapports sociaux » (p. 52). Cependant, intéressée depuis longtemps par la sociologie du savoir, je suis perplexe : n'arrivent-elles pas un peu trop tard ? Les travaux de facture académique de ce champ ayant intégré cette remise en cause, je présume que les auteures en proposent la diffusion dans le système scolaire. Mais encore ? La lectrice et le lecteur resteront sur leur appétit.

Dans sa facture autant que dans ses résultats, l'ouvrage n'ébranlera pas les fondements du féminisme, mais je ne crois pas qu'il visait à le faire. Néanmoins, dans « Les femmes cadres en éducation et le plafond de verre », Claudine Baudoux nous livre un portrait instructif, mais qui s'ajouterait à celui d'autres secteurs, si ce n'était de l'analyse d'entretiens qui lui est associée et qui nous parle de choses qui nous touchent et qui sont plus rarement abordées, soit les profils psychologiques des femmes qui deviennent cadres, le corridor étroit entre les caractéristiques dites féminines et masculines qu'elles détiennent, le délicat fil sur lequel on joue toujours en tant que femme s'insérant dans un monde d'hommes. On s'amuse et on se reconnaît parce que, quel que soit le secteur d'insertion des femmes, la recherche d'une « position confortable » entre les rôles masculin et féminin est un peu la même. L'auteure étudie et compare les critères implicites, les « caractéristiques latentes » des candidats des deux sexes, pour conclure qu'elles diffèrent.

Il sera intéressant pour nous d'apprendre que dans le secteur d'activité qui est aussi notre secteur d'emploi, l'introduction des programmes d'accès à l'égalité a des effets très mitigés sur le taux de féminisation chez les cadres. Dans les commissions scolaires et les collèges, à la faveur des programmes, le taux de féminisation des cadres a augmenté. Au niveau universitaire, par contre, il plafonne et la discrimination y persiste ; hélas, les résultats concernant ces derniers établissements ne sont pas encore disponibles. Enfin, on y attaque un mythe important, celui des « femmes qui ne postulent pas » ; oui, elles postulent en masse et oui, elles sont discriminées.

La contribution de Fahmy et Veillette sur « Les femmes et le monde du travail rémunéré : l'indispensable conciliation entre vie et carrière » est la plus longue et, hélas, ne justifie pas sa longueur. Elle évoque en fait la juxtaposition de deux articles : d'abord, une description statistique et une revue des travaux, puis une comparaison entre femmes actives sur le marché du travail et femmes qui ont choisi de s'en retirer (sans emploi et ne souhaitant pas revenir sur le marché du travail) pour documenter les sources de difficultés en matière de conciliation. La première partie résume bien la conjoncture globale de l'emploi féminin, mais n'ajoute rien aux sources documentaires existantes. L'ancienne « double tâche » est au grenier des termes politiquement incorrects mais, hélas, la réalité qu'il recouvre... La deuxième partie fournit des résultats d'enquête susceptibles de remuer des mythes qui ont la vie dure.

Au chapitre des excellentes surprises, l'une des contributions secoue les habitudes bien installées des lectrices et des lecteurs. Didi Khayatt livre en effet les résultats d'une recherche sur l'expérience scolaire des jeunes filles lesbiennes, tout en les comparant avec les résultats des garçons homosexuels du même âge. Avec une méthode ethnographique, l'auteure documente

l'effet saisissant de contrainte à l'hétérosexualité qu'opère l'école. Encore aujourd'hui, l'auteure ne voit que peu d'avenues intéressantes devant la prise de conscience de l'homosexualité : la cacher, l'afficher et se faire harceler, chercher un milieu gai hors du système scolaire (ce que ne peuvent faire les élèves de milieu rural, par exemple) ou décrocher... !

L'article de Marie-Josée Larocque, « Les projets scolaires des femmes à l'éducation des adultes », nous apprend des choses intéressantes et contemporaines. L'auteure décrit bien la tendance à sortir l'éducation des adultes du champ de l'éducation publique, à en faire un « dossier de main-d'œuvre », à valoriser la formation sur mesure et menant vite à l'employabilité, à forcer la cohabitation des adultes de 16 ans et des autres, depuis 1989. Enfin, elle rend aussi bien compte de la récente victoire ce que semble avoir remportée la majorité des femmes en formation continue, ce dont on se réjouit, en oubliant peut-être parfois que ces femmes se concentrent dans des filières stéréotypées, comme au « secteur jeunes ». L'auteure s'attaque à la question de l'absence des femmes des secteurs non traditionnels de formation. Fidèle à l'approche générale de l'ouvrage, elle développe l'argument selon lequel les femmes choisissent des filières traditionnelles au terme d'une analyse stratégique des coûts et des bénéfices ; les difficultés d'insertion seraient si grandes pour elles qu'elles courent le risque d'attendre plus longtemps les bénéfices de leur formation et de les payer d'un combat harassant. Les transformations, à cet égard, sont indissociables de celles du marché du travail et de la mise en place, entre autres, des programmes d'accès à l'égalité dans les entreprises.

Mais, fidèle encore à l'approche générale de l'ouvrage, l'auteure conclut sa contribution en rappelant que l'éducation aux adultes, lorsqu'on lui aura apporté certaines améliorations proposées, devra encore et surtout dénoncer les stéréotypes sociaux, pour « redonner aux citoyens et aux citoyennes la possibilité de développer et d'exercer leur potentiel individuel et collectif » (p. 218). C'est là que le bât blesse ; il flotte dans cette conclusion un parfum de propagande un peu contradictoire avec les résultats précédents, selon lesquels les femmes sont en général bien conscientes de la discrimination qui les frappe mais, en tant qu'actrices, font des choix stratégiques. Certaines choisiront de lutter et de dénoncer, d'autres de s'engager dans une filière d'emploi moins risquée. Mais faut-il leur fournir les conclusions de l'étude de la conjoncture ? On y lit aussi que « les projets scolaires des femmes doivent être reconnus et valorisés » (p. 219). Tous ? Il me semble que le temps est venu d'une plus grande rigueur. Une telle assertion est contradictoire avec la finesse de la différenciation opérée par l'auteure dans les retombées des projets scolaires des femmes. Ne serait-il pas plus intéressant de lutter pour l'accès des femmes à toutes les formations et de rechercher des moyens de diffuser toujours plus l'information sur les retombées des différentes filières de formation ? Laissant les actrices à leur *empowerment*...

Marie-Josée Legault  
Télé-Université, Montréal